



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
3 janvier 2025  
Français  
Original : anglais

### Opération des Nations Unies à Chypre

#### Rapport du Secrétaire général

#### I. Introduction

1. Le présent rapport sur la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) décrit l'évolution de la situation entre le 13 juin et le 11 décembre 2024 et actualise le bilan des activités menées par l'UNFICYP conformément à la résolution [186 \(1964\)](#) du Conseil de sécurité et aux résolutions ultérieures, la dernière étant la résolution [2723 \(2024\)](#), depuis la publication des rapports du Secrétaire général en date du 5 juillet 2024 sur la Force ([S/2024/527](#)) et sur sa mission de bons offices à Chypre ([S/2024/526](#)).

2. Au 11 décembre 2024, l'effectif de la composante militaire s'élevait à 800 personnes (683 hommes et 117 femmes, soit 14,6 % de femmes pour tous les grades, l'objectif global étant de 12 % pour l'ensemble des opérations de paix à l'horizon 2025), tandis que celui de la composante Police était de 69 personnes (38 hommes et 31 femmes, soit 44 % de femmes, l'objectif global pour 2025 étant de 25 %) (voir annexe).

#### II. Principaux faits nouveaux

3. Au cours de la période considérée, les violations militaires ont persisté des deux côtés : un grand nombre d'équipements de surveillance de qualité militaire ont été installés sans autorisations et les deux côtés, faisant fi de l'autorité de la mission dans la zone tampon, se sont livrés à des incursions répétées et à des violations liées à la progression des forces.

4. Après le dîner informel auquel le Secrétaire général a convié les dirigeants chypriote grec et chypriote turc, Nikos Christodoulides et Ersin Tatar, à New York le 15 octobre 2024, les deux parties ont commencé à dialoguer à Chypre sous les auspices du Représentant spécial du Secrétaire général et Conseiller spécial adjoint afin d'étudier la possibilité d'ouvrir de nouveaux points de passage. On trouvera de plus amples informations à ce sujet dans le rapport du Secrétaire général sur sa mission de bons offices à Chypre ([S/2025/7](#)).

5. Au total, 142 demandeurs d'asile, dont 35 enfants, le plus jeune âgé de 9 mois, ont été bloqués dans la zone tampon, la République de Chypre ayant décidé le 15 mai 2024 de leur refuser l'accès aux procédures d'asile et de les forcer à retourner dans cette zone. Cette situation d'urgence a contraint la mission à fournir un soutien



humanitaire d'urgence en coordination avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Chypre. Tout au long de la période considérée, la mission et le Haut-Commissariat ont dialogué avec les autorités de la République de Chypre pour mettre fin aux renvois sommaires et aux incursions de l'unité de la police chypriote grecque chargée de l'immigration dans la zone tampon que ceux-ci ont occasionnés. À partir de septembre, les autorités de la République de Chypre ont progressivement commencé à laisser rentrer ces demandeurs d'asile pour les admettre dans des centres d'accueil et d'hébergement, les derniers ayant été accueillis le 14 novembre, ce qui a résolu la situation.

### **III. Activités de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre**

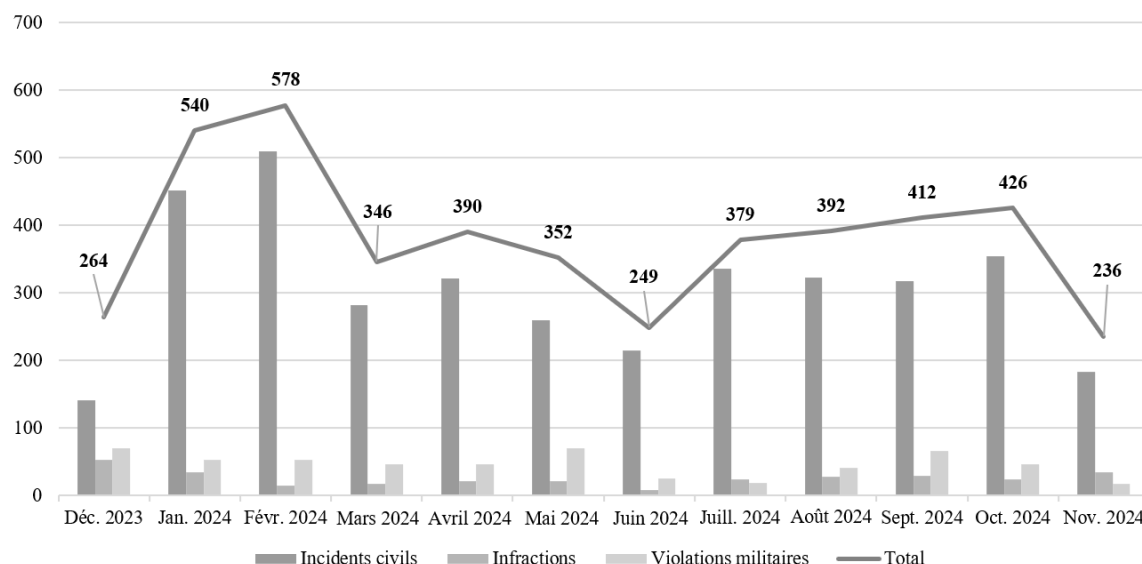
6. La mission s'est employée à régler la situation des demandeurs d'asile refoulés dans la zone tampon, ce qui a entraîné une incidence sur ses ressources et ses capacités et occupé une grande partie de ses interactions avec la République de Chypre. En outre, les deux parties ont fait fi de son autorité dans la zone tampon en poursuivant sans relâche leurs constructions non autorisées à l'intérieur et à proximité de cette zone, qui a par ailleurs enregistré un nombre record d'intrusions des forces de l'ordre. L'action préventive fondée sur la liaison et le dialogue que la mission a déployée comme à son habitude a contribué à désamorcer les tensions suscitées par divers incidents survenus à l'intérieur et à proximité de la zone tampon, et la situation générale est restée calme.

7. L'UNFICYP a continué de soutenir les interactions intercommunautaires en lien avec diverses questions d'intérêt commun et de favoriser les liens entre les acteurs de l'île. La période a été marquée par une tendance encourageante à la multiplication des interactions avec la société civile.

#### **A. Prévention des tensions à l'intérieur et à proximité de la zone tampon**

8. Alors que la mise en œuvre de l'accord relatif aux arrangements concernant le plateau de Pyla/Pile est suspendue depuis plus d'un an, la mission a continué de dialoguer avec les deux parties afin de trouver une solution. Entre-temps, la situation sur le plateau est restée globalement calme, même si la police chypriote turque a continué de pénétrer dans la zone tampon dans ce secteur presque tous les jours.

Figure I  
Nombre d'incidents dans la zone tampon



Source : Unite Aware.

9. La clôture en barbelé concertina installée sans autorisation par la République de Chypre à l'intérieur de la zone tampon en 2021, qui a été agrandie en 2022 malgré les protestations de la mission, et s'étend depuis sur 14 kilomètres, n'a pas été enlevée, même si le Conseil des ministres avait approuvé son retrait au cours de la période considérée après qu'il avait été reconnu qu'elle n'avait pas eu d'incidence sur les flux de migrants.

10. À Varosha, rien n'a été fait pour donner suite à la demande faite par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2723 (2024) tendant à ce que l'on revienne immédiatement sur toutes les mesures prises concernant Varosha depuis octobre 2020. L'UNFICYP n'a pas observé de changement notable dans les 3,5 % de la zone de Varosha dont le statut militaire avait été levé en vue d'une rénovation, selon une annonce faite en juillet 2021 ; l'accès de la mission à cette zone est toutefois limité. Au cours de la période considérée, malgré ses protestations, la Force a observé l'installation de huit nouvelles caméras à Varosha, ainsi que d'une nouvelle tour de surveillance. Aucun changement n'a été observé dans le système de tranchées et de bermes établi par les forces turques au sud de la partie construite de Varosha et s'étendant sur près de 4 kilomètres le long de la ligne de cessez-le-feu nord, lequel constitue une violation militaire en raison de sa proximité avec la zone tampon. De nombreux visiteurs ont également continué de visiter les parties de la ville qui avaient été progressivement rendues accessibles au public. Les travaux de désherbage, les travaux électriques, le pavage des routes et la construction de clôtures se sont poursuivis. La Force a de nouveau observé des survols répétés opérés à l'aide de drones commerciaux. L'accès de ses patrouilles à la zone de Varosha demeure très limité depuis 1974.

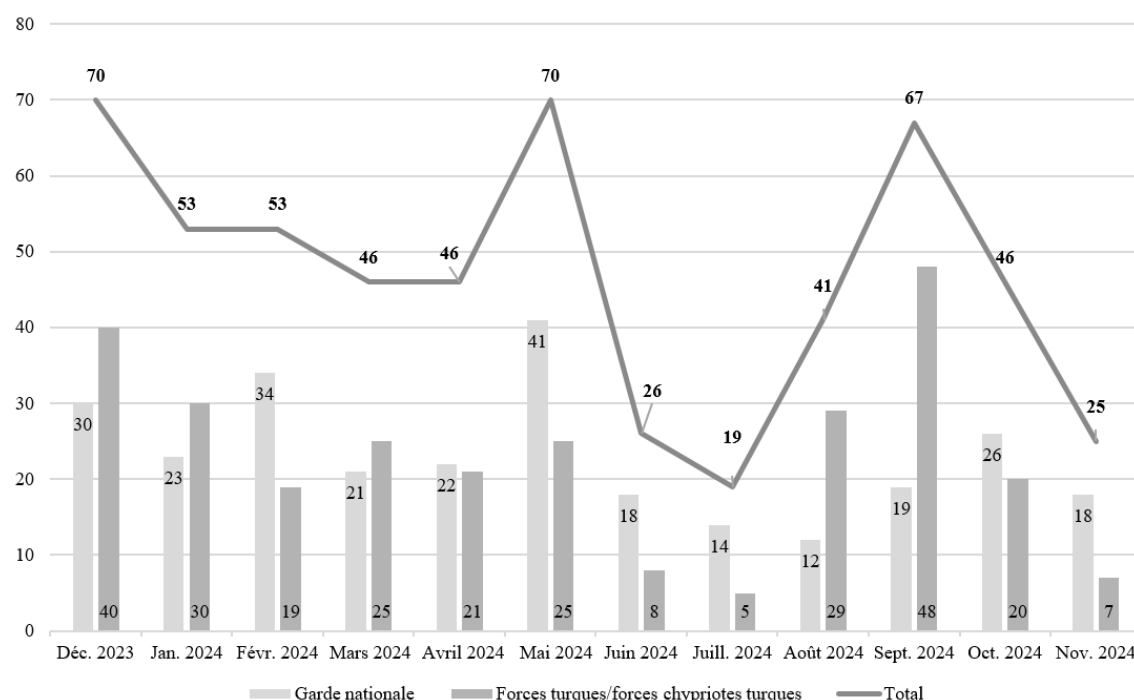
11. Pour ce qui est du statut de Varosha, la Force continue d'être guidée par les résolutions du Conseil de sécurité portant sur la question. La mission et le Secrétariat ont par conséquent exprimé maintes fois leur préoccupation face à toute évolution de la situation dans la partie clôturée de la ville. L'ONU continue de tenir le Gouvernement turc responsable de la situation à Varosha.

12. À Strovilia, la liberté de circulation de la mission reste limitée, et les forces de sécurité chypriotes turques demeurent en surnombre dans le poste de liaison.

## B. Prévention de la reprise des combats et maintien du statu quo militaire

13. Du 13 juin au 30 novembre, la mission a observé 227 violations militaires : 118 par les forces turques et 109 par la Garde nationale. Si le nombre de violations a globalement diminué, celui des constructions militaires non autorisées a lui augmenté et a représenté 57 % de ces violations, alors que les deux parties ont continué de renforcer et d'améliorer leurs infrastructures militaires et de sécurité.

Figure II  
Nombre de violations militaires



Source : Unite Aware.

14. L'installation, le long de la zone tampon, de systèmes de surveillance de qualité militaire qui pourraient être utilisés dans le cadre d'opérations militaires reste une préoccupation majeure pour la Force. À la fin de la période considérée, la République de Chypre disposait d'un total de 31 tours de surveillance, dont l'installation a débuté en 2023, parmi lesquelles huit étaient équipées de caméras (soit deux de plus que lors de la période précédente). Elle a également continué d'installer des caméras de surveillance autonomes, qu'elle a disposées dans 21 sites le long de la zone tampon, dont deux à l'intérieur de celle-ci.

15. Les forces turques ont installé des caméras dans quatre nouveaux sites, portant à 114 le nombre total de telles installations le long de la ligne de cessez-le-feu nord. En outre, elles ont installé 49 nouvelles tours de surveillance, presque toutes en l'espace de huit semaines, ce qui porte à 55 le nombre total de tours installées depuis 2023 (dont 53 sont équipées de caméras).

16. Au cours de la période considérée, la Force a une nouvelle fois recensé un nombre élevé de violations tenant à des avancées des armées des deux parties et à des dépassements d'effectifs, lesquelles indiquent que l'autorité qui a été conférée à la mission dans la zone tampon est de moins en moins respectée. La Garde nationale a commis à quatre reprises des violations en se livrant à des avancées aux côtés de l'unité de la police chypriote grecque chargée de l'immigration pour refouler des demandeurs d'asile dans la zone tampon. Les forces turques ont également commis six violations liées à des incursions dans la zone tampon à proximité de l'un des camps temporaires des Nations Unies destinés aux demandeurs d'asile, affirmant que celui-ci empiétait sur le territoire qu'elles contrôlaient. Une nuit, environ 30 soldats armés des forces turques ont été observés en train d'avancer vers le camp temporaire. Bien qu'ils se soient retirés lorsqu'ils ont été interpellés par la mission, il s'agit là d'un incident non négligeable. Comme le Conseil de sécurité l'a clairement indiqué à maintes reprises, l'UNFICYP, qui a tracé les lignes de cessez-le-feu en 1974, est la seule entité habilitée à affirmer leur emplacement, et les règles régissant la zone tampon sont énoncées dans son aide-mémoire, que le Conseil a approuvé.

17. Au cours de la période considérée, aucune des deux parties n'a pris de véritables mesures pour inverser la tendance en ce qui concerne les graves violations commises à l'intérieur et à proximité de la zone tampon. La caméra et l'antenne satellite qui ont été installées dans la zone en novembre 2023 par les forces turques, sur le toit d'une maison abandonnée connue sous le nom de « Maison de Maria », sont restées en place malgré les protestations de la mission. La Garde nationale refuse également de retirer les deux caméras qu'elle a installées à l'intérieur de la zone, dans le même secteur. La présence d'installations dans la zone tampon est particulièrement préoccupante, car elle crée des circonstances sur le terrain qui compromettent la neutralité de celle-ci et peuvent être perçues comme une manière d'en revendiquer certaines parties. Si l'accès général au cimetière militaire du Commonwealth connu sous le nom de Wayne's Keep, à l'intérieur de la zone tampon, s'est amélioré au cours de la période considérée, les forces turques n'ont pas totalement rétabli la liberté de circulation de la Force.

18. La mission a observé que la partie chypriote grecque continuait de dissimuler des postes militaires dans des structures civiles, l'exemple le plus récent étant un institut de recherche à la limite de la zone tampon à Nicosie. L'institut a expliqué que le Ministère de la défense lui avait ordonné d'incorporer des ouvertures de tir renforcées dans leur mur d'enceinte pour se conformer à la réglementation en vigueur. La Force a continué de protester auprès des autorités de la République de Chypre contre cette politique, qui, outre qu'elle constitue une violation militaire, brouille dangereusement les frontières entre installations civiles et militaires. De même, la Garde nationale n'a pas enlevé le système de tranchées précédemment signalé, comprenant 11 abris enterrés en béton le long de la ligne de cessez-le-feu sud, qu'elle a installé au milieu d'un parc photovoltaïque civil situé en partie à l'intérieur de la zone tampon.

19. La Garde nationale a installé 10 nouvelles positions de tir préfabriquées en béton le long de la ligne de cessez-le-feu sud, à proximité du plateau de Pyla/Pile, portant leur total à 339 depuis 2019, dont 13 se trouvent à l'intérieur de la zone tampon. Les forces turques disposent de 11 positions de tir préfabriquées en béton le long de la ligne de cessez-le-feu nord, les premières ayant été observées par la mission en 2020.

20. Les deux parties ont également continué de creuser et d'entretenir des systèmes de tranchées le long des lignes de cessez-le-feu, comme cela avait été observé au cours des périodes précédentes, ce qui semble procéder d'une volonté de durcir les lignes de cessez-le-feu.

21. Malgré le nombre élevé de violations militaires graves à l'intérieur et à proximité de la zone tampon, au cours de la période considérée, les deux forces en présence se sont montrées disposées à engager un dialogue plus régulier avec la mission au niveau du commandement de la force et de la direction de l'état-major militaire. Ce dialogue représente un moyen de communication important pour ce qui est d'apaiser les tensions dans la zone tampon et a déjà porté ses fruits dans plusieurs cas. La Force a continué d'insister auprès des deux parties sur l'importance d'établir un mécanisme permettant des contacts militaires directs et d'appliquer la résolution [2723 \(2024\)](#) du Conseil de sécurité, dans laquelle celui-ci a demandé une réduction des tensions dans la zone tampon et alentour.

22. La Force a également continué de donner suite à la demande adressée aux deux parties par le Conseil de sécurité dans sa résolution [2723 \(2024\)](#) pour qu'elles se mettent d'accord sur « un plan de travail pour rendre l'île de Chypre exempte de mines ». Le Service de la lutte antimines a continué de soutenir le commandant de la force dans ses interactions avec les deux parties concernant les mesures à prendre en vue de la nouvelle phase de déminage, une attention particulière étant portée à la zone tampon et aux mines antipersonnel restantes. Au cours de la période considérée, aucun progrès n'a été accompli concernant le déminage des 29 zones de l'île qui demeurent potentiellement dangereuses, y compris les quatre champs de mines actifs situés dans la zone tampon (dont trois appartiennent à la Garde nationale et un aux forces turques).

23. Dans une lettre adressée au Secrétaire général en date du 20 novembre, le Ministre des affaires étrangères de la République de Chypre a demandé qu'il soit procédé à une évaluation minutieuse de la capacité militaire de l'UNFICYP afin de s'assurer que celle-ci était en mesure de s'acquitter de son mandat.

### C. Gestion des activités civiles et maintien de l'ordre

24. Au cours de la période considérée, l'unité de la police chypriote grecque chargée des étrangers et de l'immigration a procédé à des refoulements forcés de demandeurs d'asile dans la zone tampon. À l'occasion de ces refoulements, des policiers de cette unité ont fait preuve d'un comportement agressif à l'égard du personnel de la Force, ce qui est regrettable. À chaque fois que cela s'est produit, la mission et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ont fait part de ce comportement préoccupant aux autorités de la République de Chypre, qui ont annoncé que des enquêtes seraient menées.

25. À 137 occasions, l'unité de la police chypriote grecque chargée des étrangers et de l'immigration a commis des violations en s'introduisant dans la zone tampon sans autorisation, soit pour y déposer des demandeurs d'asile, soit pour surveiller ceux qui s'y trouvaient.

26. Sur le plateau de Pyla/Pile, la police chypriote turque a continué de mener des incursions quotidiennes dans la zone tampon (1 245 au total au 30 novembre), malgré les protestations de la mission. Ces patrouilles quotidiennes ont renforcé les inquiétudes concernant l'intégrité de la zone tampon dans ce secteur.

27. À maintes occasions, des fermiers chypriotes grecs, faisant fi des avertissements de l'UNFICYP, ont cultivé des terres trop proches de la ligne de cessez-le-feu nord, créant des tensions au cours de la période considérée. À trois reprises, les forces turques ont violé la zone tampon pour confronter les agriculteurs. À chaque incident, l'équipe chargée des questions agricoles, un dispositif regroupant plusieurs composantes de la mission, est intervenue pour désamorcer les tensions en assurant

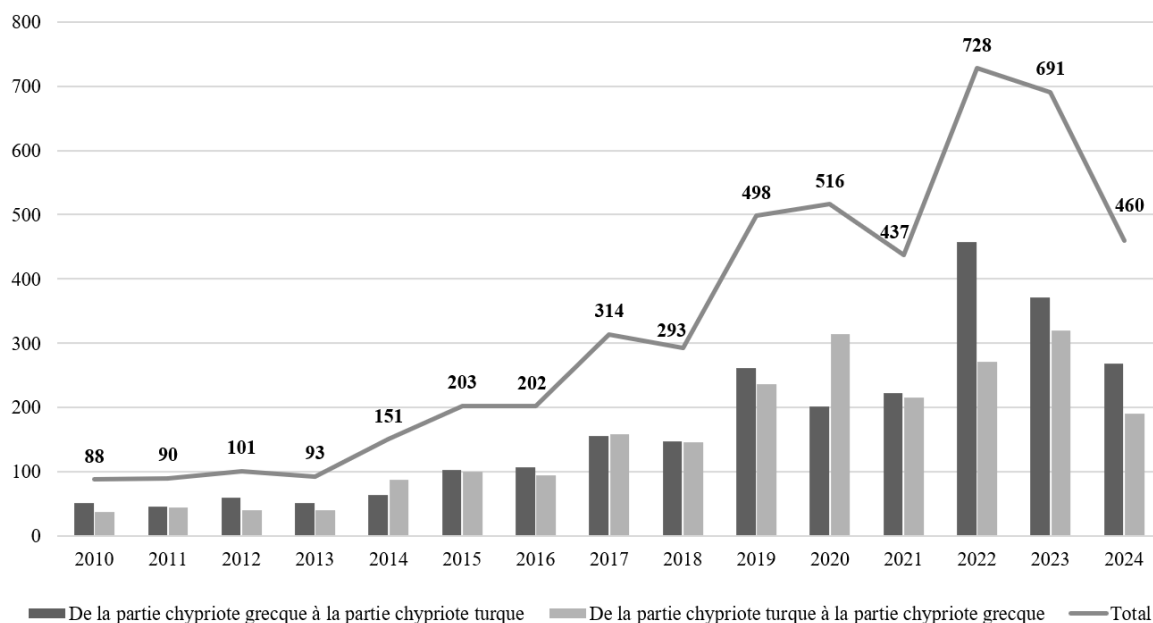
la liaison et en dialoguant de manière régulière avec les agriculteurs, les autorités locales, l'armée et les forces de l'ordre des deux côtés.

28. La chasse n'est pas autorisée dans la zone tampon, pour la sécurité des soldats de la paix comme des chasseurs. Néanmoins, et même s'il s'agit là d'une légère diminution par rapport à la même période en 2023, la mission a vu des chasseurs, armés et souvent en tenue de camouflage, pénétrer sans autorisation dans la zone tampon à 43 reprises au cours de la période considérée. Les services de la République de Chypre chargés de la faune et de la flore ont aidé la police des Nations Unies à éconduire certains de ces contrevenants, mais le problème persiste en partie à cause de certaines cartes produites par la République de Chypre qui font apparaître des parties de la zone tampon comme des zones de chasse et qui n'ont pas été corrigées malgré les demandes répétées de l'UNFICYP au cours des dernières années.

29. À l'exception de l'unité de la police chypriote grecque chargée de l'immigration, la mission a pu coopérer de manière constructive avec les forces de l'ordre des deux parties. Les salles de communication mixtes, bénéficiant du soutien de l'UNFICYP et placées sous les auspices du Comité technique de la criminalité et des questions pénales, ont continué d'assurer leur fonction indispensable de canal d'échange d'informations sur la criminalité et les questions de police entre les deux parties de l'île. Le nombre d'échanges d'information est demeuré élevé, même si l'on observe une légère diminution attribuée au fait que de bonnes relations se sont nouées dans ces salles et que, partant, les échanges verbaux se sont multipliés aux dépens des demandes écrites, en particulier pour les affaires mineures. Cette coopération a permis le transfert de huit criminels présumés. Les bonnes relations de coopération ont également permis de faciliter les escortes lors de pèlerinages des deux côtés de l'île.

Figure III

**Nombre d'échanges d'informations dans les salles de communication mixtes<sup>a</sup>**



Source : Système complet de planification et d'évaluation de la performance.

<sup>a</sup> Les chiffres peuvent différer de ceux publiés précédemment, les données ayant été révisées en fonction des nouvelles données disponibles ou après correction des erreurs.

30. Dans le village bicommunautaire de Pyla/Pile, le nombre de boîtes de nuit et de casinos illégaux en activité est resté inchangé par rapport à la période précédente (10 casinos et 1 boîte de nuit). La Salle de communication mixte de Pyla/Pile a continué à servir de lieu d'échange d'informations sur les questions locales, y compris sur des questions autres que criminelles. La Force a également continué de mener des patrouilles à pied dans tout le village afin de renforcer ses échanges avec la population locale.

31. L'université de Pyla/Pile a continué de fonctionner dans la zone tampon sans l'autorisation de la Force. Aucun progrès n'a été enregistré concernant le règlement de la question du grand projet de construction non autorisé associé à l'université.

#### **D. Relations intercommunautaires, coopération et mesures de confiance**

32. En vue de favoriser les contacts entre les communautés et d'aider à renforcer la coopération, l'UNFICYP s'est concentrée sur trois domaines prioritaires au cours de la période considérée : donner des moyens d'action aux organisations locales travaillant sur les questions relatives à l'environnement, à l'entrepreneuriat, aux affaires et à la culture intéressant les deux communautés ; soutenir la participation des jeunes aux efforts de paix ; favoriser la prise en compte des questions de genre dans l'action de renforcement de la confiance entre les communautés (voir sect. G ci-dessous).

33. Dans le cadre du premier domaine prioritaire, la Force a réuni des organisations non gouvernementales chypriotes grecques et chypriotes turques pour discuter de questions climatiques et environnementales pressantes sur l'île et organisé des visites conjointes sur le terrain à Lefke/Lefka et dans la région de Famagouste. Les groupes se sont engagés à renforcer le partage des connaissances et à coopérer pour relever ces défis. Les organisations ont également contribué au programme des Jeunes Champions des Nations Unies pour l'environnement et la paix de la mission. Au cours de la période considérée, l'UNFICYP et la mission de bons offices du Secrétaire général, par l'intermédiaire de leur groupe de travail conjoint sur la consolidation de la paix environnementale, ont lancé un nouveau cycle de ce programme, dans le cadre duquel des jeunes de toute l'île ont participé à des initiatives environnementales intercommunautaires. Les participantes et participants ont élaboré des actions sociales de sensibilisation aux changements climatiques qui doivent être mises en œuvre d'ici mars 2025. La Force a également soutenu l'organisation de la troisième conférence locale intercommunautaire de la jeunesse sur les changements climatiques, axée sur la biodiversité. Les résultats de la conférence ont été présentés lors de la vingt-neuvième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui s'est tenue à Bakou.

34. Le groupe de travail de la mission sur les affaires, l'innovation et l'entrepreneuriat a organisé un salon intercommunautaire axé sur les entreprises et la mise en réseau, en partenariat avec des organisations locales des deux communautés, qui a rassemblé des femmes designers, des productrices et des artisanes. Le groupe de travail a également soutenu un festival organisé par le Fashion Heritage Network of Cyprus, qui a permis de faciliter les discussions sur le rôle de la mode dans la préservation culturelle, l'innovation et la durabilité.

35. Des groupes de jeunes ont de nouveau manifesté la volonté encourageante de continuer à se mobiliser. L'UNFICYP a animé un atelier avec d'anciens participants au programme intitulé « Peacebuilding in Divided Societies » (consolidation de la paix dans les sociétés divisées) sur les dynamiques intercommunautaires dans les villages mixtes, axé plus particulièrement sur les dynamiques de genre sur l'île et sur



les possibilités de collaboration. Cet atelier empirique a été organisé en partenariat avec des chercheurs locaux afin de permettre de mieux comprendre les éléments qui favorisent la mixité des villages et ceux qui l'entravent, ainsi que l'expérience que les femmes et les hommes ont de cette dynamique.

36. La mission a également soutenu diverses manifestations à l'intention de groupes de jeunes, notamment la troisième conférence intercommunautaire de la jeunesse sur la diplomatie, à laquelle ont participé plus de 200 jeunes, qui se sont réunis pour discuter des questions ayant trait à la paix et à la sécurité mondiales selon les modalités employées pour les conférences Simul'ONU. Elle a également facilité un échange entre des jeunes et le Représentant spécial du Secrétaire général lors duquel ceux-ci ont pu discuter de leurs perspectives concernant la question chypriote et l'avenir de l'île.

37. Les comités techniques ont continué à servir de cadre permettant l'examen des questions d'importance commune pour l'ensemble de l'île. Les réunions régulières tenues entre le Représentant spécial et Conseiller spécial adjoint et les représentantes et représentants des dirigeants chypriotes grecs et chypriotes turcs afin de soutenir les travaux des comités techniques et d'aborder d'autres questions d'intérêt commun ont continué de porter leurs fruits. On trouvera de plus amples informations à ce sujet dans le rapport du Secrétaire général sur sa mission de bons offices à Chypre ([S/2025/7](#)).

38. La Commission européenne a continué de soutenir le commerce chypriote turc à destination de la partie chypriote grecque, notamment en aidant les producteurs chypriotes turcs à se conformer aux normes de l'Union européenne relatives aux produits et en encourageant l'élargissement du commerce autorisé. Toutefois, certaines barrières administratives étant restées en place, le niveau des échanges commerciaux transitant par la Ligne verte a légèrement baissé par rapport à celui enregistré à la même période en 2023, où leur valeur annuelle totale s'était élevée à 16 millions d'euros.

39. Les représentantes et représentants des partis politiques chypriotes grecs et chypriotes turcs ont tenu des réunions mensuelles sous les auspices de l'ambassade de Slovaquie (pour de plus amples informations, consulter le rapport du Secrétaire général sur sa mission de bons offices à Chypre, publié sous la cote [S/2025/7](#)).

## **E. Facilitation de l'accès et des activités humanitaires**

40. La Force a continué de fournir une assistance et de garantir l'accès à des services essentiels à des Chypriotes grecs et à des maronites résidant dans le nord de l'île et à des Chypriotes turcs résidant dans le sud en procédant à des visites dans les deux communautés, à des livraisons humanitaires, à des transferts post-mortem et à des visites dans des centres de détention et des tribunaux.

41. La Force a procédé à des livraisons d'aide humanitaire hebdomadaires et bimensuelles au bénéfice de 275 Chypriotes grecs et de 47 maronites dans le nord de l'île, et facilité le transfert de 4 dépouilles de Chypriotes grecs et 2 dépouilles de Chypriotes turcs lors du passage aux points de contrôle. Elle a communiqué avec les deux parties pour permettre la fourniture d'un soutien logistique aux écoles chypriotes grecques de Rizokarpaso ainsi qu'un envoi de manuels scolaires qui demeure en attente. Tous les enseignants initialement proposés par les Chypriotes grecs ont été acceptés par les Chypriotes turcs, mais le remplacement de deux d'entre eux est resté en suspens. Un poste d'enseignant pour l'école maronite de Kormakitis n'a pas encore été pourvu, la communauté maronite exigeant qu'une personne maronite y soit nommée. Les autorités chypriotes turques ont rejeté 42 des 118 manuels destinés aux

écoles primaires de Rizokarpaso et de Kormakitis, ainsi que 51 des 197 manuels destinés à l'école secondaire de Rizokarpaso, alléguant que ces manuels pourraient avoir des effets négatifs sur les relations futures entre les jeunes générations.

42. Il demeure essentiel pour les deux communautés de pouvoir visiter des sites religieux de l'autre côté de l'île et y tenir des offices. Au cours de la période considérée, à 38 occasions, la Force a facilité le passage de personnes désirant se rendre de l'autre côté de l'île ou dans la zone tampon pour y assister à des manifestations religieuses et commémoratives. En tout, 47 % des demandes transmises par l'intermédiaire de la Force concernant des offices religieux dans le nord ont été approuvées par les autorités chypriotes turques, contre 44 % au cours de la même période en 2023.

43. Au cours de la période considérée, l'UNFICYP, en collaboration avec le volet religieux du processus de paix à Chypre, a facilité deux pèlerinages à la mosquée Hala Sultan Tekke de Larnaca, qui ont vu plus de 1 150 personnes passer sans heurt du nord au sud avec l'aide des forces de l'ordre des deux parties. Le succès de ces pèlerinages, lesquels avaient été interrompus par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et n'ont repris qu'au début de 2024, témoigne de l'esprit de coopération dont ont fait preuve toutes les parties concernées. On trouvera de plus amples informations au sujet des activités du volet religieux dans le rapport du Secrétaire général sur sa mission de bons offices à Chypre ([S/2025/7](#)).

44. Les opérations aux points de passage de l'île se sont déroulées sans heurts. Avec la facilitation de la Force, le Comité technique des points de passage s'est réuni de manière régulière et a finalisé les discussions sur le projet d'agrandissement du point de passage d'Agios Dometios/Metehan. On trouvera de plus amples informations à ce sujet dans le rapport du Secrétaire général sur sa mission de bons offices à Chypre ([S/2025/7](#)).

## F. Réfugiés et demandeurs d'asile

45. Au cours de la période considérée, des demandeurs d'asile ont encore été refoulés par-delà la Ligne verte, ainsi qu'en mer. De ce fait, 142 personnes ont été bloquées dans la zone tampon entre le 15 mai et le 14 novembre 2024, dont 35 enfants âgés de 9 mois à 17 ans, y compris 16 qui n'étaient pas accompagnés. Le 7 novembre 2024, la Cour européenne des droits de l'homme s'est vu adresser une requête pour l'adoption d'une ordonnance provisoire au titre de l'article 39 de son règlement visant à obtenir l'admission aux procédures d'asile des personnes bloquées dans la zone tampon. Les dernières personnes concernées ayant été admises aux procédures d'asile le 14 novembre, la requête a été rejetée.

46. En outre, un bateau parti du Liban le 21 août 2024 a été intercepté par les garde-côtes chypriotes. Ses passagers syriens ont été renvoyés au Liban, où ils ont été détenus avant d'être expulsés vers la République arabe syrienne, en violation du principe de non-refoulement. Le 14 novembre, les garde-côtes chypriotes ont forcé un autre bateau à retourner au Liban ; celui-ci transportait 30 passagers (27 Syriens et 3 Libanais), parmi lesquels comptaient 5 femmes et 10 enfants (dont 8 n'étaient pas accompagnés). Tous les passagers syriens ont ensuite été expulsés vers la République arabe syrienne.

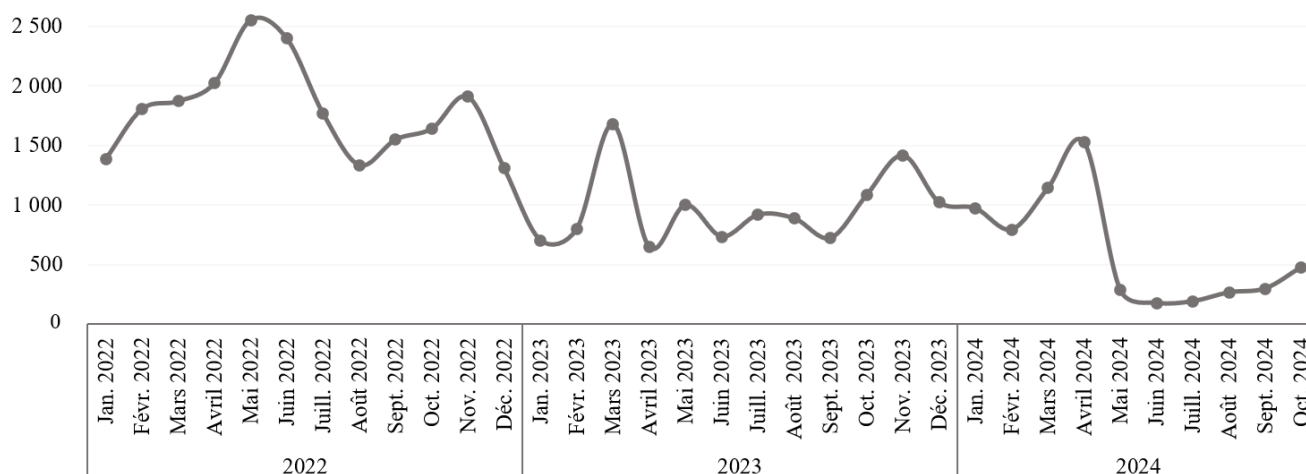
47. Le 8 octobre 2024, la Cour européenne des droits de l'homme a rendu sa décision dans l'affaire *M.A. et Z.R. c. Chypre* concernant l'interception en mer de ressortissants syriens par les autorités chypriotes et leur renvoi immédiat au Liban. La Cour a estimé que les autorités chypriotes avaient pour l'essentiel renvoyé les requérants au Liban sans avoir traité leurs demandes d'asile ni pris toutes les mesures

imposées par le droit des réfugiés, en violation de l'interdiction des traitements inhumains ou dégradants, de l'interdiction des expulsions collectives d'étrangers, du droit à un recours effectif et de l'interdiction de la torture.

48. On constate une réduction notable du nombre de demandes d'asile au cours de la période considérée, ce qui s'explique par la politique menée par la République de Chypre consistant à restreindre les arrivées par voie terrestre comme maritime. Une baisse de 37 % a été observée lors du deuxième trimestre de 2024, lorsque les refoulements se sont intensifiés en mer et ont commencé à la Ligne verte. Le nombre de demandes déposées au cours du troisième trimestre a encore diminué de 62 %. Entre juin et septembre 2024, 930 personnes ont déposé une demande d'asile, portant le total à 5 652 personnes depuis le début de l'année.

49. Le traitement des demandes d'asile des ressortissants syriens étant interrompu depuis le mois d'avril, celles-ci représentent 65 % des 21 816 demandes initiales en suspens. Près de la moitié des demandes sont restées en suspens au-delà du délai d'examen obligatoire, fixé à 21 mois.

Figure IV  
Nombre de demandes d'asile enregistrées dans la République de Chypre



Source : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

## G. Questions de genre et priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité

50. Durant la période considérée, la mission a mené une série d'initiatives visant à intégrer les questions de genre dans le renforcement de la confiance entre les communautés. Afin de mettre en lumière les préoccupations des femmes concernant le processus de paix, elle a aidé deux organisations de femmes de la société civile à organiser des manifestations intercommunautaires visant à sensibiliser la société civile dans son ensemble à la prise en compte des questions de genre dans les processus de paix. Elle a également soutenu des activités visant à plaider en faveur d'un processus inclusif et aidé l'antenne chypriote du Réseau de femmes médiatrices de la région méditerranéenne à organiser un atelier visant à développer les capacités de médiation et de négociation et à promouvoir une meilleure compréhension des questions touchant à la prise en compte de la dimension de genre dans les processus de paix.

51. L'UNFICYP a également organisé une série d'activités visant à rassembler des groupes divers autour de domaines d'intérêt mutuel. En coopération avec Larnaka 2030, elle a ainsi facilité l'organisation, dans un ancien village mixte du sud, d'un atelier intergénérationnel qui a rassemblé 150 femmes chypriotes turques et chypriotes grecques issues d'organisations locales pour leur permettre de renouer avec leurs anciennes voisines, de partager leur culture et de cuisiner des plats traditionnels, l'objectif étant de promouvoir la connaissance et la compréhension des expériences respectives des femmes chypriotes turques et chypriotes grecques. La mission a également renforcé la collaboration et la confiance entre des groupes de femmes de Fyti (région de Paphos) et de Lefka/Lefke dans leurs activités culturelles et entrepreneuriales locales en facilitant la participation active des femmes chypriotes turques de Lefka/Lefke à un festival traditionnel à Fyti.

52. À l'occasion de la campagne « 16 journées de mobilisation contre la violence de genre », l'UNFICYP a organisé la projection d'un film sur le féminicide et facilité une discussion à Lefke/Lefka afin d'initier le dialogue entre les femmes de la région sur cette question.

53. Au cours de la période considérée, l'UNFICYP a également continué d'organiser des ateliers de renforcement des capacités sur la prise en compte des questions de genre dans les opérations et les biais de genre inconscients ainsi que d'autres sessions ciblées avec des membres du personnel en tenue chargés de coordonner les questions de genre afin de sensibiliser à la mise en œuvre des priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité et de renforcer l'application du principe de responsabilité à cet égard.

#### **IV. Comité des personnes disparues à Chypre**

54. Les équipes bicommunautaires de scientifiques du Comité des personnes disparues à Chypre, qui est appuyé par l'ONU et chargé de récupérer, d'identifier et de restituer les dépouilles des personnes portées disparues pendant les événements de 1963-1964 et de 1974, ont exhumé les dépouilles de quatre personnes au cours de la période considérée, et sept équipes de scientifiques chypriotes grecs et chypriotes turcs procédaient à des fouilles à différents endroits de l'île au moment de la rédaction du présent rapport. Depuis le début de ses opérations en 2006, le Comité a exhumé ou reçu les dépouilles de 1 689 personnes des deux côtés de l'île. L'Union européenne demeure son principal bailleur de fonds.

55. À ce jour, les dépouilles de 1 051 des 2 002 personnes disparues figurant sur la liste officielle du Comité ont été formellement identifiées et restituées à leurs familles, dont quatre au cours de la période considérée, afin que celles-ci puissent les inhumer dignement. En outre, au cours de la période considérée, les dépouilles de quatre autres personnes ne figurant pas sur la liste officielle des personnes disparues ont été identifiées et remises à leurs familles.

56. Le Comité a continué de solliciter l'accès aux archives des pays qui disposaient d'une présence militaire ou policière à Chypre en 1963-1964 et en 1974 en vue d'obtenir davantage d'informations sur l'emplacement des lieux d'inhumation des personnes disparues. Le bureau chypriote turc du Comité a pu continuer de consulter les photos aériennes prises par l'armée turque en 1974, et le bureau chypriote grec du Comité a poursuivi ses recherches dans les archives de 1974 de la Garde nationale de la République de Chypre. Le Comité utilise également un système commun d'information géographique en ligne qui permet la visualisation et l'échange d'informations entre ses trois bureaux et peut être utilisé par les agents en poste sur le terrain comme dans les bureaux.

## V. Déontologie et discipline, et exploitation et atteintes sexuelles

57. L'UNFICYP a continué de veiller à l'application rigoureuse de la politique de tolérance zéro de l'ONU à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles et du harcèlement sexuel. En étroite coordination avec la Section régionale déontologie et discipline établie à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, la mission a mené des activités axées sur la prévention, l'application des normes et la réparation concernant les actes répréhensibles, notamment l'exploitation et les atteintes sexuelles, le harcèlement sexuel, la fraude et les conduites prohibées sur le lieu de travail.

58. Pendant la période considérée, la Force n'a reçu aucune information faisant état d'actes d'exploitation ou d'atteintes sexuelles ou de harcèlement sexuel.

## VI. Aspects financiers et administratifs

59. Par sa résolution 78/300 du 28 juin 2024, l'Assemblée générale a ouvert des crédits de 56,4 millions de dollars destinés à financer le fonctionnement de la Force pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2024 au 30 juin 2025, y compris une contribution volontaire du Gouvernement chypriote correspondant à un tiers du montant net des crédits approuvés pour la Force, soit 19,4 millions de dollars, et une contribution volontaire du Gouvernement grec d'un montant de 6,5 millions de dollars.

60. Au 3 décembre 2024, le montant des contributions non acquittées au compte spécial de la Force s'élevait à 14,6 millions de dollars. À cette même date, le montant total des arriérés de contributions pour l'ensemble des opérations de maintien de la paix atteignait 1 797,3 millions de dollars.

61. Le remboursement des dépenses afférentes aux contingents et celui des dépenses afférentes au matériel appartenant aux contingents ont été effectués pour la période allant jusqu'au 30 juin 2024.

## VII. Observations

62. Je constate que les parties n'ont réalisé que peu de progrès concrets pour ce qui est de désamorcer la tendance à la militarisation et de revenir sur les mesures prises à l'intérieur et à proximité de la zone tampon. Le fait qu'un grand nombre d'équipements de surveillance de qualité militaire continue d'être installé malgré les protestations de la mission et les dialogues engagés indique un mépris inquiétant pour le maintien du statu quo dans la zone tampon. Je demande aux deux parties de cesser leurs violations et de défaire les mesures qu'elles ont prises, en particulier les constructions non autorisées, qui visent à modifier de façon permanente le statu quo militaire de la zone tampon.

63. Dans le même temps, la politique consistant à brouiller délibérément la distinction entre infrastructures militaires et civiles en dissimulant des positions militaires dans des structures civiles soulève de sérieuses inquiétudes humanitaires, car elle peut mettre des civils en danger. J'exhorte de nouveau les deux parties à communiquer dans le cadre d'un mécanisme de contact militaire direct, avec la facilitation de la mission, et les encourage à s'engager activement dans les voies de dialogues qui se sont récemment rouvertes.

64. De même, je suis préoccupé par divers incidents survenus des deux côtés au cours desquels la délimitation des lignes de cessez-le-feu a été contestée. Je suis également préoccupé par le mépris dont ont fait preuve les forces de l'ordre des deux côtés à l'égard de l'autorité conférée à l'ONU par son mandat dans la zone tampon,

ce qui s'est traduit par un nombre record d'incursions dans cette zone, ainsi que par des violations tenant à des avancées des armées des deux côtés, en dépit des protestations de la mission. J'exhorte de nouveau les deux parties à respecter la délimitation impartiale de la zone tampon effectuée par l'ONU, qui est la seule délimitation reconnue par le Conseil de sécurité. J'exhorte également une nouvelle fois les autorités chypriotes turques à rétablir pleinement l'accès de la mission au cimetière de Wayne's Keep, comme l'exige le mandat de la mission.

65. Je me réjouis que toutes les personnes bloquées dans la zone tampon au cours de ces six derniers mois aient finalement été admises dans les procédures d'asile de la République de Chypre et qu'elles aient eu accès à des centres d'accueil. Je déplore cependant le fait que les autorités de la République de Chypre continuent de procéder à des refoulements forcés de demandeurs d'asile dans la zone tampon. Les actes d'indiscipline perpétrés par l'unité de la police de l'immigration chypriote grecque envers des soldats de la paix de l'UNFICYP sont préoccupants. Je souligne qu'il importe que la République de Chypre enquête sur les agissements de cette unité, comme elle s'est attelée à le faire. J'affirme une nouvelle fois que la sûreté et la sécurité des soldats de la paix demeurent une priorité absolue pour l'ONU et ne sauraient faire l'objet d'une quelconque compromission. Je salue les efforts considérables déployés par l'UNFICYP et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour fournir une aide d'urgence aux personnes vulnérables tout au long de la période considérée, sachant qu'ils ne disposent que de capacités et de ressources limitées.

66. Au-delà de la zone tampon elle-même, j'ai souligné maintes fois à quel point il importait que les parties s'abstiennent de prendre des mesures unilatérales susceptibles de raviver les tensions et de compromettre la reprise des pourparlers, tout en leur demandant d'amorcer un dialogue pour régler leurs différends. À cet égard, j'exprime de nouveau ma préoccupation face à la situation dans la partie clôturée de Varosha et face au fait qu'aucune suite n'a été donnée à la demande faite par le Conseil de sécurité tendant à ce que l'on revienne sur les mesures prises depuis l'annonce, en octobre 2020, de la réouverture partielle de la ville clôturée. Je rappelle également les décisions prises par le Conseil concernant Varosha, notamment dans ses résolutions [550 \(1984\)](#) et [789 \(1992\)](#), et souligne qu'il importe d'y adhérer pleinement et que la position de l'ONU sur cette question demeure inchangée. Je déplore également les restrictions de la liberté de circulation de la Force imposées dans cette zone et ailleurs, comme à Strovia, et demande une fois de plus que la capacité de la mission d'effectuer des patrouilles et d'exécuter les activités prescrites soit pleinement restaurée. Je rappelle que le mandat conféré par le Conseil à l'UNFICYP ne se limite pas à la zone tampon, mais s'étend à toute l'île.

67. Je note également qu'une année s'est écoulée depuis la conclusion d'un accord sur les aménagements concernant le plateau de Pyla/Pile. Je demande de nouveau aux deux parties de continuer à dialoguer de manière constructive avec la mission afin de trouver une solution et de reprendre la mise en œuvre de l'accord. L'UNFICYP entend toujours œuvrer à la sauvegarde et à l'application de cet accord.

68. Alors que la Force continue de jouer un rôle crucial dans la gestion de l'accès des civils à la zone tampon, il est à déplorer que certaines activités non autorisées aient provoqué des tensions. J'exhorte les dirigeants communautaires et les autorités locales à travailler avec leurs communautés pour garantir le respect des règles et règlements de la zone tampon. Je demande également à la République de Chypre de soutenir davantage la mission afin d'empêcher les pratiques civiles dangereuses et non autorisées dans la zone tampon. Je me réjouis néanmoins que l'UNFICYP ait été en mesure d'atténuer ces difficultés et de maintenir le calme en menant une action d'apaisement.

69. Je salue l'engagement pris par les deux dirigeants chypriotes le 15 octobre d'étudier la possibilité d'ouvrir de nouveaux points de passage, qui a conduit les deux parties à discuter de cette question sous les auspices de mon Représentant spécial et Conseiller spécial adjoint.

70. L'année 2024, et notamment la période considérée, a été marquée par plusieurs tristes anniversaires propres à Chypre. Je déplore que les discours clivants aient retenti avec plus de force que la voix de la paix sur l'île lors de l'évocation de cette histoire tragique. Je me réjouis cependant de voir que des organisations de la société civile, en particulier des groupes de jeunes, s'emploient sans relâche à approfondir les relations intercommunautaires et à collaborer sur des questions d'intérêt commun. Il n'en demeure pas moins que sans les ressources et le soutien nécessaires, notamment de la part des dirigeants politiques, ces efforts ne sauraient être suivis d'effets à long terme ni bénéficier à l'ensemble de l'île. Je demande donc une nouvelle fois aux dirigeants de traduire leurs engagements en faveur de l'inclusion en mesures concrètes visant à faciliter la réconciliation et à promouvoir les contacts intercommunautaires, tout en veillant à ce que les organisations de la société civile aient réellement voix au chapitre dans la prise des décisions politiques.

71. Malgré mes appels répétés, ainsi que ceux du Conseil de sécurité, les efforts déployés à Chypre pour parvenir à une plus grande égalité économique et sociale entre les deux parties et enrichir et approfondir les liens économiques et culturels ainsi que d'autres formes de coopération restent limités. Les points de passage devraient faciliter la circulation, et il faut redoubler d'efforts en vue de parvenir à la pleine application du règlement relatif à la Ligne verte, ce qui permettrait d'augmenter considérablement le volume des échanges. L'intensification des échanges commerciaux entre les deux parties de l'île, conjuguée à l'approfondissement des liens et des contacts économiques, sociaux, culturels, sportifs et autres, pourrait contribuer à renforcer les contacts intercommunautaires, à apaiser les inquiétudes de longue date des Chypriotes turcs, qui craignent de se retrouver isolés, et à favoriser la confiance entre les communautés.

72. Dans le cadre de l'action qu'ils mènent en vue de promouvoir une coopération plus étroite entre les communautés, les acteurs locaux et internationaux continuent de faire face à des problèmes et à des obstacles liés au statut du nord de l'île et aux préoccupations concernant sa « reconnaissance ». La politique de l'ONU et les décisions du Conseil de sécurité sur la question continuent de s'appliquer, et je réaffirme que ces préoccupations ne devraient pas en soi constituer un obstacle au renforcement de la coopération.

73. Étant donné que l'UNFICYP continue de contribuer à la paix et à la stabilité, ainsi qu'à l'instauration de conditions propices à un règlement politique, je recommande au Conseil de sécurité de proroger le mandat de la mission pour 12 mois, jusqu'au 31 janvier 2026.

74. Je voudrais remercier les partenaires, en particulier la Commission européenne, qui ont appuyé les activités des deux missions des Nations Unies à Chypre, du Programme des Nations Unies pour le développement et du Comité des personnes disparues à Chypre et contribué à l'application d'importantes mesures de confiance. Je remercie également les 44 pays qui ont fourni des contingents et du personnel de police à la Force depuis 1964, et je rends hommage aux 187 Casques bleus qui ont perdu la vie au service de la paix à Chypre.

75. Enfin, je tiens à remercier mon Représentant spécial à Chypre, Chef de l'UNFICYP et Conseiller spécial adjoint pour Chypre, qui supervise la présence des Nations Unies sur l'île. Je souhaite aussi adresser mes remerciements à toutes les femmes et à tous les hommes de la Force pour le dévouement avec lequel ils continuent d'exécuter le mandat de la Force et de promouvoir la paix sur l'île.



## Annexe

**Pays fournissant des contingents ou du personnel  
de police à l'opération des Nations Unies à Chypre  
(au 11 décembre 2024)**

<i>Pays</i>	<i>Nombre de militaires</i>
Argentine	261
Autriche	3
Bangladesh	1
Brésil	2
Canada	1
Chili	6
Fédération de Russie	4
Ghana	1
Hongrie	11
Inde	1
Mongolie	3
Pakistan	3
Paraguay	—
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	255
Serbie	8
Slovaquie	240
Ukraine	—
<b>Total</b>	<b>800</b>

<i>Pays</i>	<i>Nombre de policiers</i>
Allemagne	4
Bosnie-Herzégovine	5
Brésil	1
Chine	3
Fédération de Russie	5
Finlande	3
Hongrie	1
Indonésie	4
Irlande	12
Italie	4
Jordanie	7
Monténégro	6
Népal	4
Serbie	3
Slovaquie	5
<b>Total<sup>a</sup></b>	<b>67</b>

<sup>a</sup> Le personnel militaire compte 683 hommes et 117 femmes. Le personnel de police compte 37 hommes et 30 femmes.



